

Interview de Frédéric Borloz

«L'école inclusive est l'école d'aujourd'hui»

«24 heures» a fait réagir le ministre vaudois des Écoles aux propos du président du PLR Suisse sur l'éducation.

Renaud Bournoud Textes

Thierry Burkart a sorti la sulfateuse sur l'école inclusive dans une interview accordée aux journaux de Tamedia (éditeur de ce journal). Le président du PLR Suisse y défend les lignes directrices de son parti sur l'éducation, qui seront soumises à l'assemblée des délégués, samedi. Apprentissage trop précoce des langues étrangères, bureaucratie, pédagogie «woke», tout y passe.

L'instruction publique étant de compétence cantonale et Thierry Burkart n'ayant pas d'autre responsabilité que la direction d'un parti national, «24 heures» a demandé au PLR Frédéric Borloz, chef du Département de l'enseignement et de la formation professionnelle (DEF), de réagir aux propos du président du PLR Suisse.

Partagez-vous le constat du président du PLR Suisse sur l'échec de l'école inclusive?

Les principes de l'école inclusive sont inscrits dans la loi. C'est l'école d'aujourd'hui. Et l'école est le miroir de notre société. Quand je suis arrivé au Département, j'ai voulu avoir une idée claire des problèmes liés à l'école à visée inclusive. Le DEF a procédé à une vaste enquête. En parallèle, dans mes nombreuses visites à la rencontre des professionnels du terrain sur ce sujet, j'ai aussi pu constater qu'une très large majorité des personnes interrogées adhèrent au principe de l'inclusion. Mais évidemment, nous devons encore nous améliorer.

Les gens adhèrent au principe d'inclusion, mais est-ce qu'ils adhèrent au fonctionnement de l'école inclusive?

Il y a des situations qui sont très difficiles à gérer dans les classes et elles rendent le travail des ensei-



Frédéric Borloz, chef du Département de l'enseignement et de la formation professionnelle (DEF). YVAIN GENEVAÏ

gnants compliqué. Il faut les entendre. C'est ma ligne et je vais m'y tenir: être attentif aux besoins du terrain et bouger le curseur de l'incursion là où c'est nécessaire. C'est pourquoi nous avons pris des mesures, notamment pour les premières années d'école et pour la fin de la scolarité en 9-II.

L'école doit-elle gérer tous les troubles du comportement?

Nous avons la volonté de répondre aux différents besoins des élèves

mais il ne faut pas «étiqueter» tout le monde. Nous privilégions le soutien aux enseignants et à la classe dans son ensemble. Nos premières mesures sont entrées en vigueur à la rentrée passée, d'autres vont suivre à la rentrée prochaine, il faudra probablement deux à trois ans pour les déployer et on évaluera aussi ensuite les effets.

Faut-il supprimer l'apprentissage des langues étrangères en primaire, comme le pro-

pose le PLR Suisse?

Je souligne l'importance des compétences de base. Nous avons du travail à faire en ce sens. L'allemand fait justement partie des compétences de base et il s'agit également d'une langue nationale. Son apprentissage renforce la cohésion dans notre pays, nous encourageons d'ailleurs fortement les échanges avec la Suisse allemande qui sont en augmentation.

Thierry Burkart parle de créer des classes spéciales pour les enfants de langue étrangère. Qu'en pensez-vous?

Ça existe déjà dans le canton de Vaud. Cela s'appelle des classes d'accueil. Elles permettent à l'élève qui arrive de se retrouver dans de plus petits groupes et d'acquérir le français dans les meilleures conditions possibles. L'idée étant que le plus grand nombre d'entre eux rejoigne rapidement le cursus régulier.

Y a-t-il trop de bureaucratie dans l'école obligatoire vaudoise?

La bureaucratie est un problème de notre temps, il n'est pas spécifique à l'école. Il faut s'en préoccuper, en effet. Tout ce qui peut faciliter le travail du personnel enseignant et des directions est une piste à explorer. Dans le but que l'ensemble des professionnels de l'éducation puissent se consacrer à leurs missions: l'apprentissage, la transmission de savoir et l'accompagnement des élèves.

Matériel pédagogique «woke»?

● La présidente du PLR Vaud, Florence Bettschart-Narbel, a participé au groupe de travail qui a élaboré le papier de position sur l'éducation du parti national. Le texte pourrait être modifié à l'occasion de l'assemblée des délégués, samedi. «Des amendements ont été déposés», précise la Vaudoise qui devrait accéder à la vice-présidence du parti suisse lors de cette même assemblée. Sur l'école inclusive, les propos de Florence Bettschart-Narbel sont plus doux que ceux de son président national. Elle rappelle qu'une étude publiée à la rentrée 2023 a démontré les difficultés

que rencontre l'école inclusive dans le canton de Vaud. «Le Département de l'enseignement vaudois a fait le choix de ralentir le rythme. Il me semble que c'est la voie à suivre.» En face, le député socialiste Julien Eggenberger, également enseignant et membre du comité du Syndicat des services publics (SSP), identifie des problèmes, mais pas les mêmes que le PLR: «D'une part, l'école inclusive manque de moyens financiers et de personnel qualifié et, d'autre part, elle repose sur une logique de traitement individuel, une sorte d'étiquetage, alors que l'école

fonctionne en mode collectif. On pourrait imaginer une manière de faire plus souple, avec deux enseignants pour toute la classe à certains moments, par exemple.» L'un des derniers points du papier de position du PLR Suisse est intitulé: «Pas d'idéologie ni de matériel pédagogique «woke». «Les orientations prises vont à mon avis plus vite que la société, estime la présidente du Parti libéral-radical vaudois. Il y a une forme de militantisme de certains enseignants pour diverses causes. Il faut faire attention.» Pour le socialiste: «Cela n'existe pas, ce n'est que de la propagande PLR.»

La rue de la Plaine passera à 30 km/h

Mobilité à Yverdon
Une solution de compromis pour temporiser la volonté municipale de requalifier la rue commerçante a été votée au terme d'un second examen.

C'est dans la douleur que s'est décidée une toute petite partie de l'avenir de la rue de la Plaine. Il aura fallu un second examen de plus d'une heure, au-delà de minuit et ourlé de motions d'ordre pour accélérer le débat, avant que le Conseil communal d'Yverdon-Bains n'arrive à un certain consensus, jeudi soir. La réduction de la vitesse à 30 km/h dès que possible pour sécuriser cette artère commerçante est une évidence partagée, comme le démarrage d'une première phase de diagnostic. Pour le reste, il est urgent d'attendre.

De l'avis de la droite, il serait malvenu de lancer des réflexions participatives dans le but d'élaborer un avant-projet de requalification de la rue et du goulet du Casino avant que la population ne se soit exprimée - lors des votations du 9 février 2025 - sur la dimension à donner au parking de la place d'Armes (600 places enterrées et 200 en surface selon la dernière proposition municipale, de l'ordre de 1000 selon l'initiative).

«Il faut que le parking soit terminé, car durant les travaux de construction, on va devoir supprimer des places de parc nécessaires à nos commerces. Il faudra bien mettre les voitures quelque part», soutient même Laurent Roquier, alors que le PLR refuse l'entrée en matière. De plus, un crédit d'étude de 750'000 francs paraît démesuré au camp bourgeois.

«On ne peut pas laisser la Plaine en friche pendant dix ans et sans

un début de projet. On le doit aux commerçants et aux habitants», rétorque Sophie Mayor, du groupe Verts et solidaires. «Les réseaux souterrains sont en très mauvais état et il faudra planifier le passage du chauffage à distance. Il est important de commencer les études bientôt», prévient le municipal des Énergies Benoist Guillard.

Attendre la votation

À bulletins secrets, la non-entrée en matière est évitée de justesse (39 non, 34 oui). Survient alors un amendement, négocié entre le Parti vert libéral et le PS-POP, stipulant que «la Municipalité reportera l'avant-projet et la démarche participative jusqu'à la votation populaire sur l'aménagement de la place d'Armes». Les Verts et solidaires estiment que «c'est mieux que rien».

«On ne peut pas laisser la Plaine en friche pendant dix ans sans un début de projet.»

Sophie Mayor, élue Verte

Vexé d'avoir été tenu à l'écart des tractations, l'indépendant Ruben Ramchurn tente en vain de renvoyer une nouvelle fois le préavis, sous les huées de la plupart des conseillers et les remontrances de la présidente, alors qu'il reprend la parole malgré une motion d'ordre pour interrompre le débat. Sa proposition de diminuer le crédit à 250'000 francs est balayée. «Le préavis est une autorisation de dépenser et pas une obligation», lui rappelle le PLR Olivier Jaquier.

Fabien Lapierre



La Municipalité souhaite à terme que la rue participe à la carte de visite de la Ville. JEAN-PAUL GUINNARD

PUBLICITÉ

ERMITAGE
GSTAAD-SCHÖNRIED
Wellness- & Spa-Hotel

Bain salin extérieur et intérieur

Pause bien-être dans l'Oberland bernois



Offrez-vous une pause à l'hôtel ERMITAGE, l'un des plus beaux chalets wellness de Suisse. Profitez de notre bain salin en plein air (34°C) et de notre piscine sportive avec vue sur les montagnes. Détendez-vous dans nos saunas et bains de vapeur. Explorez le Saanenland à pied ou avec nos vélos (électriques), ou jouez au tennis sur nos courts en terre battue. Sont également inclus le buffet de petit-déjeuner, le déjeuner vitalité, le buffet de gâteaux et un dîner de cinq plats.

Réservations : 033 748 04 30, welcome@ermitage.ch, www.ermitage.ch

Votre offre spéciale : «24heures»

- + 3 nuitées dans la catégorie de votre choix
- + 1 traitement wellness Wellsystem Wave Touch à 30 minutes
- + 1 smoothie de saison

Dès CHF 685.- p.p. en chambre double Classic.

Valable dès maintenant jusqu'au 8 septembre 2024.



ERMITAGE Wellness- & Spa-Hôtel, Dorfstrasse 46, 3778 Gstaad-Schönried, 033 748 04 30, welcome@ermitage.ch, www.ermitage.ch

